

Collaborer avec les gouvernements pour mettre fin aux violence faites aux femmes et aux enfants



Cette note d'information a été rédigée par Lusungu Kalanga et Meka Kamanga. Nous remercions Anne Gathunbi, Aqsa Khan, Atta Muhammad, Dora Kiconco Musinguzi, Josephine Kamysia, Kajal Jain, Kalliope Mingeirou, Laura Leeson, Maggie Banda, Maham Khan, Morag Patrick, Naomi Clugston, Natasha Horsfield, Sana Raza et Tina Musuya pour leurs contributions.

L'un des principaux objectifs du programme « What Works to Prevent Violence Against Women and Girls: Impact at Scale (What Works II) », financé par le FCDO, est de rassembler des données probantes sur les moyens éthiques, responsables, sûrs et efficaces de prévenir les violences faites aux femmes et aux filles. La série d'apprentissage par la pratique (Practice-Based Learning (PBL)) rassemble les enseignements tirés de l'ensemble du programme sur *comment* les praticiens mettent en œuvre les activités quotidiennes nécessaires à l'efficacité des programmes de prévention des violences sexistes. Ces notes complètent les preuves de l'impact que le programme produit grâce à des évaluations rigoureuses. Toute les preuves produites par le programme sont disponibles sur notre [site web](#).

Cette note PBL s'appuie sur des entretiens et des discussions de groupe avec les bénéficiaires et les partenaires du consortium de l'équipe What Works II. Ces praticiens possèdent une vaste expérience de collaboration avec les gouvernements, et les enseignements présentés dans ce rapport sont spécifiques à ceux qui travaillent sur le programme What Works II.

Conception et illustration par Meg Del Castillo

Présentation.....	2
Principaux enseignements.....	5
Enseignement 1 : Réaliser une analyse politique et élaborer une approche stratégique	5
Enseignement 2 : Renforcer la crédibilité et la légitimité auprès du gouvernement	7
Enseignement 3 : Établir et entretenir des relations avec le gouvernement	10
Enseignement 4 : Renforcer l’adhésion du gouvernement au programme.....	11
Enseignement 5 : Intégrer des stratégies de continuité et de durabilité.....	13
Surmonter les défis liés à la collaboration avec les gouvernements	14

Présentation

Les violences faites aux femmes et aux enfants (VFFE) constituent un problème mondial omniprésent qui touche des personnes de toutes les régions, de tous les groupes socio-économiques et de tous les contextes culturels. Elles sont alimentées par l’inégalité entre les sexes, les normes sociales discriminatoires, les déséquilibres de pouvoir et les cycles intergénérationnels de maltraitance. En plus d’être un problème majeur de santé publique à l’échelle mondiale, les VFFE ont des conséquences profondes, notamment une réduction des opportunités et des résultats scolaires et économiques.¹ Le coût fiscal annuel des VFFE varie entre 0,6 % et plus de 2 % du PIB, et le coût social peut atteindre 4 % à 6 % du PIB, voire plus.² Les VFFE constituent également un obstacle majeur à l’action climatique efficace, car elles empêchent les femmes de participer aux efforts de résilience et à la prise de décision.³ De plus, des recherches démontrent l’existence d’une relation statistiquement significative entre les niveaux de VFFE dans une communauté et la sécurité d’un État, ce qui reflète les facteurs communs entre les VFFE et la violence militarisée au sens large⁴. La prévention de la violence devient donc une priorité essentielle pour la santé publique, les droits humains, le développement durable, la justice climatique et la sécurité.

La lutte contre les VFFE est complexe et nécessite l’engagement de multiples parties prenantes. Les organisations non gouvernementales (ONG), en particulier les organisations de défense des droits des femmes (ODDF), ont été à l’avant-garde des efforts de prévention et de lutte contre les VFFE. Leur profond ancrage communautaire, leur connaissance du contexte et leurs innovations locales ont joué un rôle déterminant dans la promotion de l’égalité des sexes et l’élaboration de réformes politiques et juridiques. Les organisations de défense des droits des femmes et les mouvements féministes ont joué un rôle catalyseur dans la mise en place de changements systémiques et jouent un rôle unique tant dans la mobilisation que dans la responsabilisation des dirigeants et des décideurs⁵. Une étude quantitative à grande échelle portant sur des données provenant de 70 pays sur quatre

décennies a révélé que les mouvements autonomes de femmes constituent le facteur le plus important qui influence les politiques progressistes en matière de violences faites aux femmes.⁶ Leur influence dépasse celle d'une augmentation du nombre de femmes au sein du pouvoir législatif, de partis politiques progressistes au pouvoir ou de l'amélioration de la richesse nationale. Le rétrécissement actuel de l'espace civique à l'échelle mondiale contribue à l'augmentation des attaques contre les militantes, les groupes et les mouvements de défense des droits des femmes qui remettent en question les normes de genre et les rapports de force⁷. Pour parvenir à un changement systémique et durable à grande échelle, la collaboration entre les organisations de défense des droits des femmes et les gouvernements nationaux est essentielle. En tant que garants d'obligations, les gouvernements ont le mandat et la capacité d'institutionnaliser et de pérenniser la prévention des violences par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, le financement et un leadership normatif.⁸ Ils ont également la capacité de créer et de protéger un espace civique où les organisations de défense des droits des femmes peuvent mener leur travail en remettant en question les normes qui perpétuent la violence.

Cette note d'information PBL consolide les enseignements tirés des partenaires bénéficiaires et du consortium du programme What Works II sur la collaboration avec les gouvernements dans le cadre des programmes de prévention des VFFE. À travers une série d'entretiens et d'ateliers de validation, les représentants de six organisations ont identifié cinq enseignements qu'ils considèrent comme essentiels pour collaborer avec les gouvernements. Cette note explore comment, dans la pratique, chaque organisation a construit ces fondements, les activités impliquées et comment elles surmontent les défis rencontrés en cours de route. Mais tout d'abord, permettez-nous de présenter les partenaires :

Les partenaires de What Works II qui ont contribué à cette note d'information PBL	
The Centre for Domestic Violence Prevention (CEDOVIP)	Le centre pour la prévention des violences domestiques, ou CEDOVIP, travaille en partenariat avec le gouvernement ougandais pour intégrer la prévention et la réponse aux violences sexistes dans les programmes de restauration des zones humides en Ouganda. Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici .
Mahila Sarvangeen Utkarsh Mandal (MASUM)	MASUM intègre les efforts de prévention et de réponse aux violences sexistes dans les systèmes de santé des zones rurales de l'Inde. Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici .

Pamodzi Kuthetsa Nkhanza (PKN)	<p>PKN est une collaboration entre le Centre de ressources juridiques pour les femmes (Women’s Legal Resources Centre, WOLREC), le Réseau pour l’autonomisation des filles (Girls Empowerment Network, GENET) et les Droits humains pour les femmes et les filles handicapées (Human Rights for Women and Girls with Disabilities, WAG Disability). Ces organisations travaillent au Malawi pour prévenir les violences conjugales et renforcer la capacité des services de police et de justice à intervenir de manière sûre et éthique.</p> <p>Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici.</p>
Projet Jeune Leader (PJL)	<p>PJL est une organisation malgache fondée par des jeunes et dirigée par des femmes. Elle travaille avec le gouvernement pour intégrer dans les écoles rurales un programme d’éducation sexuelle complet et transformateur pour les adolescents.</p> <p>Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici.</p>
Right to Play (RTP)	<p>RTP est une organisation internationale à but non lucratif qui protège, éduque et autonomise les enfants grâce au pouvoir du jeu. Depuis 25 ans, elle aide les enfants vivant dans certaines des régions les plus difficiles du monde à apprendre, à rester en sécurité et à s’épanouir. En collaboration avec Aahung (une organisation féministe qui soutient la santé et les droits sexuels et reproductifs au Pakistan), elle met en place un projet d’éducation aux compétences de vie basé sur le jeu dans les écoles publiques et privées de la province du Sindh.</p> <p>Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici.</p>
Shirkat Gah	<p>Shirkat Gah se concentre sur la prévention et la lutte contre le harcèlement et la violence sexuels sur le lieu de travail au Pakistan. Elle adopte une approche multiforme, renforçant les institutions pour qu’elles se concentrent sur les victimes et encourageant un changement de comportement pour mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles.</p> <p>Pour en savoir plus sur leur travail, cliquez ici.</p>

Principaux enseignements

Les cinq principaux enseignements suivants ont été identifiés par les partenaires comme des fondements essentiels pour la collaboration avec les gouvernements. Bien qu'elles ne soient pas exhaustives, ces idées constituent un point de départ pour d'autres organisations et programmes qui cherchent à impliquer les gouvernements dans la prévention des VFFE. Il est crucial qu'elles soient adaptées au contexte unique de chaque pays et façonnées par son paysage politique, ses structures de gouvernance et ses conditions socio-économiques.

Enseignement 1 : Réaliser une analyse politique et élaborer une approche stratégique

La réalisation d'une analyse politique est une première étape essentielle pour collaborer avec les gouvernements. Évaluer les dynamiques de pouvoir, les priorités politiques, les structures institutionnelles et les alliés ou les obstacles potentiels aide à identifier les points d'entrée pour adapter l'engagement. Une approche stratégique fondée sur cette analyse permet une prise de décision éclairée, guide les tactiques visant à renforcer la volonté politique et augmente les chances d'un engagement durable du gouvernement en faveur de la prévention de la violence.



Réaliser une analyse économique et politique sexospécifique (AEPS)ⁱ

- **Réaliser une AEPS avant toute interaction avec le gouvernement.** Le CEDOVIP a mené des recherches pour comprendre le mandat des différents ministères, leurs politiques, leurs travaux passés et leurs principaux collaborateurs. Cela lui a permis d'identifier les parties prenantes à inviter au partenariat pour un impact maximal et d'éclairer la manière dont il a conçu le programme. L'analyse de MASUM a identifié les principales lacunes et les défis de coordination entre les services gouvernementaux et les prestataires de services. MASUM s'en est servi pour concevoir le programme comme une solution aux défis auxquels le gouvernement est confronté.
- **Inviter un correspondant du gouvernement à contribuer à l'AEPS.** PKN a invité des représentants du ministère national de l'égalité des sexes et de la police nationale à prendre part à des séances participatives afin de valider les conclusions de l'AEPS. Cela leur a permis de comprendre les priorités du gouvernement, comment élaborer le programme afin de l'aligner sur ces priorités et comment établir les meilleures voies de communication avec le gouvernement.
- **Maintenir votre stratégie en matière d'AEPS et de plaidoyer à jour** PJK a créé un poste de responsable du plaidoyer dont le rôle est de maintenir à jour leur stratégie en matière d'AEPS et de plaidoyer. Cela implique des interactions formelles et informelles intentionnelles avec divers responsables gouvernementaux et de se tenir au courant des dernières questions politiques. Cela aide l'équipe à comprendre les décideurs et les dynamiques de pouvoir au sein du gouvernement et avec ce dernier, leurs bailleurs de fonds et leurs électeurs. Ainsi, ils sont à même d'adapter leur approche en matière d'engagement.

Élaborer une approche stratégique.

- **Tirer parti d'une approche du « construire ensemble » et cultiver des alliances au sein des ministères concernés.** MASUM a travaillé en étroite collaboration avec des représentants du ministère de la Santé afin d'identifier les opportunités d'apporter un soutien significatif. En partenariat avec le ministère, le programme a conjointement développé, planifié et mis en œuvre une formation destinée aux prestataires de soins de santé, qui a été utilisée pour constituer un vivier de formateurs experts au sein du ministère. Le manuel du programme destiné aux agents de santé communautaires a également été élaboré avec la contribution de représentants du gouvernement afin

ⁱ Une analyse économique et politique sexospécifique explore la manière dont les processus politiques et économiques et les relations de pouvoir façonnent un contexte, et comment le genre et d'autres inégalités sociales s'entrecroisent pour façonner les expériences, les priorités, le pouvoir et l'influence des principales parties prenantes.

de garantir qu'il reflète les priorités gouvernementales et de contribuer à instaurer un climat de confiance avec le ministère.

- **Aligner les objectifs du programme sur les priorités gouvernementales.** PKN travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'égalité des sexes, en alignant son travail sur les engagements et les plans d'action du ministère pour prévenir les VFFE. Par exemple, PKN a proposé d'aider le ministère à réviser et à mettre à jour le « Plan d'action national de lutte contre la violence sexiste », en veillant à ce qu'il soit conforme aux données mondiales et aux meilleures pratiques en matière de prévention des VFFE. Offrir ce type de soutien ouvre la voie à un engagement futur.
- **Investir dans un engagement intentionnel et continu avec le gouvernement.** RTP travaille au Pakistan depuis 2008 et collabore régulièrement avec les acteurs gouvernementaux à différents niveaux et dans différentes régions. Cet engagement précoce et constant a aidé RTP à établir des relations de confiance et à obtenir l'adhésion du gouvernement. Lors de l'élaboration du manuel d'apprentissage des compétences de vie par le jeu, RTP a collaboré étroitement avec le Département de l'éducation et de l'alphabétisation du Sindh (SELD) et son service de formation des enseignants, ainsi que l'Autorité de développement de la formation des enseignants du Sindh (STEDA), afin de recueillir des commentaires et des avis favorables avant d'introduire le manuel dans les écoles.
- **Identifier les alliés stratégiques susceptibles de soutenir le programme, y compris au sein du gouvernement.** Shirkat Gah a travaillé avec diverses parties prenantes qui sont en mesure d'influencer les décisions gouvernementales. Parmi elles figuraient des femmes parlementaires, des représentantes des départements chargés des questions féminines, de la Banque centrale du Pakistan et de la Commission pakistanaise des opérations boursières. Cela a favorisé une coordination plus efficace entre le programme, le gouvernement, les banques et les organisations du secteur privé. Shirkat Gah a également collaboré avec les syndicats pour promouvoir la mise en œuvre de lois visant à criminaliser le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. L'engagement de divers acteurs a contribué à démontrer l'importance du programme et à favoriser l'adhésion du gouvernement.

Enseignement 2 : Renforcer la crédibilité et la légitimité auprès du gouvernement

Il est essentiel de renforcer la crédibilité et la légitimité pour assurer une collaboration efficace et durable avec le gouvernement dans le cadre des programmes de prévention des VFFE. Cela nécessite un cadrage culturel réfléchi, un langage inclusif, un plaidoyer fondé sur des données probantes et des relations de confiance.

Développer un cadrage des programmes culturellement adapté

- **Mener des recherches pour éclairer le message et l'image de marque du programme** PJI mène des recherches participatives avec les ministères concernés, en utilisant les résultats pour articuler de manière créative le lien entre le programme et les priorités du gouvernement.
- **Comprendre et adapter le langage aux sensibilités culturelles.** Shirkat Gah utilise intentionnellement un langage acceptable et confortable pour son public lorsqu'il aborde la question de la violence. Par exemple, l'organisation évite les mots et expressions tabous tels que « harcèlement sexuel » et se concentre plutôt sur des expressions telles que « diversité, égalité et inclusion », plus acceptables sur le plan culturel. De même, RTP aborde avec soin des sujets sensibles comme le genre et la santé sexuelle et reproductive, de manière à ce que les acteurs gouvernementaux participent au programme de leur plein gré. RTP travaille directement avec les ministères, les responsables gouvernementaux et les enseignants afin de développer conjointement un contenu et un cadre adaptés à la culture et à l'âge des élèves.

Il utilise des données probantes pour démontrer l'efficacité du modèle de programme.

- **Démontrer l'importance et la nécessité du programme en partageant des données probantes sur la prévalence et l'impact de la violence, et sur la manière dont votre programme y répond.** RTP a démontré l'importance et la nécessité du programme en présentant des données probantes sur la prévalence et les voies menant à la violence dans le milieu de l'enseignement. L'équipe a ensuite partagé ses conclusions sur l'impact positif de l'apprentissage par le jeu sur la réduction de ces risques. RTP a partagé les données probantes générées par l'initiative « What Works I » avec le gouvernement afin de démontrer l'efficacité et l'impact de son modèle. Cela a contribué à susciter l'adhésion du gouvernement à la poursuite de son action avec « What Works II ».
- **Informé le gouvernement des progrès et de la réussite du programme.** PJI organise des visites scolaires pour les acteurs gouvernementaux afin qu'ils puissent voir le programme en action. L'organisation a également créé un magazine destiné aux acteurs gouvernementaux qui partage de bonnes nouvelles et des témoignages positifs de la part des dirigeants scolaires, des enseignants, des parents et des élèves qui participent au programme. Le CEDOVIP communique les dernières informations au gouvernement par l'intermédiaire des comités nationaux auxquels il participe via le ministère de l'eau et de l'environnement, de l'élevage et de la pêche, et l'autorité météorologique nationale ougandaise.



VOIE VERS LA
MISE À
L'ÉCHELLE

Ces informations permettent au gouvernement de comprendre en quoi la lutte contre les VFFE soutient son action globale et contribue à former des porte-paroles du programme en son sein.

Lors de la sélection de votre équipe de coordination avec le gouvernement, privilégiez des personnes dont le profil renforce la crédibilité du programme.

- **Assurez-vous que les responsables du programme et les chargés de liaison avec le gouvernement ont déjà travaillé avec le gouvernement.** Les responsables et les chargés de liaison avec le gouvernement de Shirkat Gah ont une solide expérience en matière de plaidoyer et ont établi des relations de confiance avec le gouvernement avant le lancement du programme. De même, certains membres de l'équipe RTP ont une longue expérience de travail avec le gouvernement, ce qui leur permet de bien comprendre le fonctionnement des systèmes gouvernementaux et de gagner le respect de leurs homologues gouvernementaux. PJK veille à ce que le personnel en contact avec le ministère de l'éducation possède une expérience en tant qu'éducateurs ayant directement dispensé le programme.
- **Collaborer avec le gouvernement pour le recrutement du personnel clé.** PKN s'est associé au Service national de police du Malawi pour recruter et intégrer conjointement un conseiller technique au sein du service de police afin de renforcer les efforts de prévention et d'intervention en matière des violences faites aux femmes et aux filles. Ce partenariat comprenait l'élaboration conjointe du cahier des charges et la présélection et l'entretien des candidats en collaboration. Cela a permis d'assurer la pleine acceptation du conseiller et de renforcer les relations avec les services de police nationaux.



Enseignement 3 : Établir et entretenir des relations avec le gouvernement

Des relations solides et durables avec les acteurs gouvernementaux sont essentielles au succès et à l'évolutivité des programmes de prévention des VFFE. Les programmes qui comprennent les structures gouvernementales, les cycles politiques et les contraintes en matière de ressources, tout en offrant des solutions pratiques et rentables, sont plus susceptibles de gagner la confiance et l'engagement à long terme.

Établir des correspondants au sein du gouvernement

- **Inclure les correspondants gouvernementaux dans toutes les activités du programme.** Shirkat Gah a établi une relation solide avec le médiateur fédéral et le médiateur provincial, travaillant en étroite collaboration avec eux à l'élaboration d'initiatives clés du programme. De même, PKN inclut son correspondant du ministère de l'égalité des sexes dans toutes les activités pertinentes du programme. Cela contribue à faciliter la communication ouverte, le retour d'information et l'adhésion au programme.
- **Assurer un engagement constant avec le ou les correspondants à différents niveaux du gouvernement.** RTP a désigné des membres de son équipe chargés de collaborer avec les différents niveaux du gouvernement. Le CEDOVIP a noué des relations avec les secrétariats des ministres, qui gèrent les agendas et les priorités des hauts fonctionnaires. Cela a contribué à faciliter l'accès du programme aux ministres.
- **Commencer à nouer des relations avec le gouvernement avant le lancement du programme.** RTP collabore officiellement avec ses homologues gouvernementaux depuis le programme What Works I (2015-2018), dans le cadre duquel ils ont partagé les résultats de leurs recherches et plaidé en faveur de l'intégration de l'apprentissage social et émotionnel par le jeu dans le système éducatif. Cette collaboration a contribué à l'intégration du contenu et de la méthodologie de What Works I dans le programme d'éducation physique, une étape importante vers l'institutionnalisation. Sur cette base, en préparation de « What Works II », RTP a entamé un dialogue informel avec les parties prenantes gouvernementales plusieurs mois avant le lancement du programme. L'équipe a présenté l'initiative lors de visites de courtoisie, invité des fonctionnaires à des événements et organisé des discussions informelles afin de les familiariser avec le programme. Ce travail préparatoire précoce a contribué à renforcer la confiance et à garantir l'adhésion avant le début de la mise en œuvre officielle.
- **Développer des relations étroites avec un vaste réseau de porte-paroles.** Cela peut également inclure la participation à des réunions plus larges organisées par le gouvernement avec différentes parties prenantes sur la fin de la violence afin de mieux comprendre comment votre programme s'inscrit dans la cadre plus large des

efforts du gouvernement pour lutter contre la violence. PJK a identifié les directeurs d'école, les surintendants de district et les autorités régionales chargées de l'éducation influents au sein du gouvernement. Ils ont entretenu des relations avec ces personnes et leur ont proposé des opportunités sur mesure pour qu'elles deviennent les porte-paroles du programme. Cela a contribué à renforcer leur crédibilité et leur réputation au sein du gouvernement en tant que partenaires de confiance. Il est stratégique de maintenir ces relations, car bon nombre de ces fonctionnaires occupent par la suite des postes de haut niveau au sein du ministère de l'éducation. De même, MASUM identifie des porte-paroles du changement dans le secteur de la santé à différents niveaux du gouvernement, capables de défendre le programme en interne.

Identifier les opportunités de collaboration mutuellement bénéfiques

- **Identifier les opportunités où le programme peut soutenir le gouvernement dans ses propres priorités.** PKN a offert un soutien technique au ministère de l'égalité des sexes pour coordonner les réunions du groupe de travail sur les violences sexistes, en tenant compte du mandat du gouvernement de coordonner les acteurs du genre dans le pays avec un budget limité.
- **Coorganiser des événements et développer conjointement le contenu du programme avec les partenaires gouvernementaux.** RTP travaille en étroite collaboration avec ses partenaires gouvernementaux pour promouvoir l'appropriation commune de ses initiatives dans les écoles publiques, en trouvant des opportunités de coorganiser des événements et de participer à la conception plutôt que de limiter le rôle du gouvernement à l'administration. Une étape clé de cette collaboration a été l'élaboration conjointe d'un programme d'éducation physique par RTP et le gouvernement du Sindh, qui a ensuite été officiellement adopté.

Enseignement 4 : Renforcer l'adhésion du gouvernement au programme

Il est essentiel de renforcer l'adhésion du gouvernement pour garantir l'appropriation conjointe et le succès à long terme des programmes de prévention de la violence. Reconnaître les contributions du gouvernement, s'aligner sur les priorités nationales et concevoir conjointement le contenu favorise l'appropriation et la confiance.

Obtenir l'adhésion précoce des décideurs de haut niveau

- **Présenter le programme aux décideurs concernés au sein du gouvernement dès que possible.** PKN a organisé une réunion spéciale



avec le ministère de l'égalité des sexes afin d'expliquer les objectifs du programme et son rôle de complémentarité avec l'action gouvernementale. MASUM a sollicité et obtenu l'accord total des départements de la santé de l'État et du district avant le lancement du programme.

Reconnaître la contribution du gouvernement

- **Souligner systématiquement le rôle complémentaire du programme aux efforts gouvernementaux, y compris lors d'événements publics.** Il est important de montrer comment le programme spécifique s'inscrit dans l'écosystème plus large de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, et comment il complète les efforts existants. PKN collabore activement avec le ministère de l'égalité des sexes, qui dirige toutes les initiatives nationales et communautaires en matière de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Par exemple, le ministère de l'égalité des sexes a lancé le programme PKN et les correspondants ministériels sont toujours invités aux engagements externes du programme.
- **Soutenir le gouvernement dans la conduite d'activités et de communications conjointes.** Afin de favoriser l'engagement et l'appropriation du gouvernement, le CEDOVIP veille à ce que les communications et les invitations aux événements conjoints proviennent directement du ministère de l'eau et de l'environnement, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, ainsi que de l'autorité météorologique nationale ougandaise. En outre, le CEDOVIP reconnaît la contribution du gouvernement au programme dans toutes ses communications et tous ses rapports. Par exemple, il inclut le logo du gouvernement sur tous les documents du programme afin de garantir la reconnaissance de son rôle.

Créer des opportunités pour un engagement gouvernemental durable, de la conception conjointe à la mise en œuvre.

- **Concevoir avec le gouvernement et non pour le gouvernement.** Le CEDOVIP a conçu son programme conjointement avec les parties prenantes du gouvernement national et des districts, en alignant les résultats sur les priorités générales du gouvernement. Il a également mis en place une unité de gestion du programme, composée de représentants des ministères et du personnel du programme, qui se réunit deux fois par an pour examiner les progrès, collaborer et élaborer des stratégies (par exemple, sur l'élaboration des lignes directrices pour des programmes climatiques transformateurs en matière de genre).
- **Adopter une approche collaborative dans les relations avec le gouvernement.** PJK favorise un partenariat équitable avec le



gouvernement en s'engageant comme des pairs de confiance, évitant les interactions descendantes qui pourraient nuire à la confiance et au respect mutuel.

- **Identifier les opportunités pour le gouvernement de participer au programme de manière visible auprès du public :** Shirkat Gah a invité les médiateurs fédéraux et provinciaux à présider une table ronde nationale dans le cadre du programme, en mobilisant des parlementaires, la commission nationale des droits de l'homme, le ministère du travail et les commissions nationale et provinciale de la condition féminine.

Rester positif et axé sur les solutions

- **Adopter une approche axée sur les solutions dans les relations avec les pouvoirs publics.** PJI adopte une approche ambitieuse, positive et axée sur les solutions, qui le positionne comme un partenaire dans la recherche de solutions. Par exemple, le programme de PJI a été reproduit avec succès dans des écoles rurales défavorisées, que les autorités éducatives considèrent comme des zones particulièrement difficiles d'intervention.

Enseignement 5 : Intégrer des stratégies de continuité et de durabilité

Il est essentiel d'assurer la continuité et la durabilité dès le départ lorsque l'on s'associe avec les pouvoirs publics dans le cadre de programmes de prévention de la violence. Cela peut impliquer la formalisation de l'engagement par le biais de protocoles d'accord afin de clarifier les rôles, d'institutionnaliser les relations et de promouvoir la cohérence malgré le roulement du personnel. Le renforcement des capacités gouvernementales par le biais de formations ciblées, la formation de porte-paroles au sein du système et l'intégration des outils et des connaissances du programme dans les structures gouvernementales contribuent également à pérenniser l'impact au-delà du cycle du projet.

Formaliser l'engagement du gouvernement

- **Signer un protocole d'accord avec le gouvernement.** Tous les partenaires qui ont contribué à cette note d'information PBL ont signé des protocoles d'accord avec leurs gouvernements respectifs afin de clarifier et de formaliser les attentes, les rôles et les responsabilités. Le protocole d'accord du CEDOVIP désigne les correspondants gouvernementaux, stipule qu'ils resteront en poste jusqu'à la fin du programme et définit les modalités de travail. De même, dans le cadre du protocole d'accord conclu entre PKN et le service national de police, le conseiller technique intégré, qui dirige un groupe de travail nommé par l'inspecteur général pour améliorer les systèmes de soutien aux survivants, restera en poste pendant toute la durée du programme. Le protocole d'accord conclu entre Shirkat Gah et le médiateur du

Pendjab prévoit des réunions régulières et définit clairement les domaines de collaboration.

- **Établir des rôles officiels qui peuvent se poursuivre au-delà du programme.**

MASUM a nommé un fonctionnaire comme agent de liaison dans chaque établissement de santé avec lequel il travaille. Celui-ci est chargé d'évaluer les formations et d'entretenir les relations avec les services multisectoriels d'aide aux victimes de violences sexistes. Cela contribue à renforcer l'adhésion, à garantir une appropriation claire et à encourager un engagement à plus long terme.

Développer des formations et des outils pour soutenir l'engagement au-delà du programme.

- **Proposer des formations formelles et informelles aux acteurs gouvernementaux.**

Le CEDOVIP forme les fonctionnaires aux causes profondes des violences sexistes, à la mise en place de programmes sûrs et à la manière de lutter contre les violences sexistes à travers d'autres programmes gouvernementaux. PKN a élaboré un programme d'études transformateur en matière de genre qui forme la prochaine génération d'acteurs gouvernementaux à l'importance des approches transformatrices en matière de genre, afin qu'ils puissent les intégrer dans leur travail quotidien. Cela inclut des outils pratiques tels que des manuels, des évaluations des risques et des outils de planification de la sécurité, pouvant être utilisés par tous les services qui viennent en aide aux survivants. MASUM a aidé le gouvernement à constituer un vivier de « formateurs experts » capables de former son personnel à la prévention des violences sexistes.

Surmonter les défis liés à la collaboration avec les gouvernements

Si la collaboration avec les gouvernements est essentielle pour parvenir à un changement durable au niveau du système en matière de prévention des VFFE, les partenaires du programme What Works II ont également souligné la nécessité de relever et de surmonter les défis auxquels ils sont confrontés. Ces défis soulignent la nécessité d'adopter des approches stratégiques, adaptables et adaptées au contexte lorsqu'il s'agit de naviguer dans les systèmes gouvernementaux et de s'engager dans un changement institutionnel à long terme.

Renforcer l'appropriation par les gouvernements tout en conservant une influence

Dans le cadre des partenariats gouvernementaux, les programmes doivent trouver un équilibre entre la promotion de l'appropriation par le gouvernement et la préservation de l'influence organisationnelle. Les partenaires de What Works II ont abordé cette

question en mettant l'accent sur l'établissement de partenariats authentiques et pratiques avec le gouvernement, en définissant clairement les attentes en matière de rôles et de responsabilités dès le début du programme. Ils investissent également dans le renforcement des capacités du gouvernement en matière de transformation des relations entre les sexes, afin que les homologues gouvernementaux, à mesure qu'ils assument davantage de responsabilités, soient dotés des compétences nécessaires pour rester fidèles au modèle de prévention des VFFE.

Gérer la dynamique des donateurs et les relations interinstitutionnelles

La gestion de la dynamique des donateurs et des relations interinstitutionnelles peut s'avérer complexe et nécessite une gestion prudente. P JL travaille dans un contexte où les priorités variables des donateurs peuvent parfois entraîner des attentes divergentes entre les ministères et les acteurs de la société civile. Pour gérer cela, P JL veille à ce que ses solutions soient axées sur les solutions et adaptées au contexte, en mettant l'accent sur un engagement constructif avec toutes les parties prenantes.

Gérer les processus bureaucratiques gouvernementaux pour les aligner sur les objectifs et les calendriers du programme

Les processus bureaucratiques gouvernementaux, associés à des changements fréquents de personnel, peuvent ralentir les progrès et compliquer l'alignement de la mise en œuvre sur les objectifs et les échéanciers du programme. Cela peut entraîner des retards dans la mise en œuvre, modifier les priorités et nécessiter des intégrations répétées. Afin de réduire ces perturbations, les partenaires ont formalisé leur engagement avec le gouvernement par le biais de protocoles d'accord ou d'accords équivalents, définissant les rôles, les responsabilités et les attentes. Cela inclut notamment l'attente que les principaux fonctionnaires restent en poste jusqu'à la fin du programme. Bien que la rétention du personnel puisse ne pas se concrétiser en pratique, son inclusion dans un protocole d'accord souligne l'importance de la cohésion de l'équipe dès le départ. Les partenaires travaillent également à différents niveaux du gouvernement, notamment avec des fonctionnaires qui sont plus susceptibles de rester en poste en cas de changement de ministre.

Les calendriers gouvernementaux peuvent également limiter la capacité des homologues gouvernementaux à s'engager dans le programme, ce qui entraîne des retards. Le CEDOVIP travaille en étroite collaboration avec son correspondant gouvernemental pour aligner le calendrier et les événements du programme sur les calendriers gouvernementaux afin de maximiser leur engagement. Par exemple, il évite de demander aux ministres d'examiner des documents pendant les périodes où les fonctionnaires sont occupés par d'autres engagements.

Budgétiser pour soutenir la participation du gouvernement

Les parties prenantes gouvernementales s’attendent souvent à être rémunérées pour leur participation aux activités du programme. Cela peut prendre la forme d'un paiement ou de la prise en charge des frais de conférence pour les personnes concernées. Tous les programmes de collaboration avec le gouvernement dans le cadre du programme What Works II ont prévu un budget pour l’engagement du gouvernement. Les réunions, l’examen des documents, les activités du programme et les procédures connexes nécessitent des ressources financières et suffisamment de temps.

¹ World Health Organisation (2024) [Violence against women](#). WHO; Evans, D. and Hares, S. (2023) [School violence and learning outcomes: beyond WDR 2018](#). World Bank. Ouedraogo, R. and Stenzel, D. (2021)

[The heavy economic toll of gender-based violence: evidence from Sub-Saharan Africa](#). International Monetary Fund.

² UN Women. (2016). *The economic costs of violence against women. Remarks by UN Assistant Secretary-General and Deputy Executive Director of UN Women, Lakshmi Puri at the high-level discussion on the “Economic Cost of Violence against Women”.*

³ Clugston, N. Rhodes, F, Nneli, O and Fraser, E. (2024) [Gender based violence: overcoming an unseen barrier to effective climate action](#). What Works II

⁴ Hudson, V, B Ballif-Spanvill, M Caprioli & C F Emmett (2012) *Sex and World Peace*, Columbia University Press; The Global Women’s Institute (GWI) at The George Washington University (GWU), CARE & International Rescue Committee (2018) [Intersections of violence against women and girls with state-building and peace-building: Lessons from Nepal, Sierra Leone and South Sudan](#); Rotem, N., Boyle, E. (2020) [Women and war: using gender to predict conflicts](#). The Gender Policy Report.

⁵ Co-Impact (2021) [What Does it Take to Transform Gendered Systems: Key recommendations for Co-Impacts Gender Fund](#). Co-Impact

⁶ Htun, M. and Weldon, S.L. (2012). [The civic origins of progressive policy change: combatting violence against women in global perspective, 1975- 2005](#). *American Political Science Review*, 106 (3), 548-569

⁷ Moosa, Z. and Stanton, C. (2015) [Resourcing for resilience: Lessons from funding women’s rights movements](#). State of Civil Society Report 2015: Guest Essay. CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation

⁸ Horsfield, N. (2025) *NGO-Government collaboration on addressing GBV*, VAWG Helpdesk